

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
21 juillet 2006
Français
Original : anglais

**Lettre datée du 20 juillet 2006, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent
de l'Ouganda auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire part ci-après des brèves observations de l'Ouganda concernant le rapport du Secrétaire général établi en application des résolutions 1653 (2006) et 1663 (2006) (S/2006/478).

Le Gouvernement ougandais se félicite de la qualité du rapport du Secrétaire général, dans lequel celui-ci indique clairement que l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) est un groupe criminel violent qui a semé l'anarchie dans le nord de l'Ouganda et les pays voisins. Pendant longtemps, le Gouvernement ougandais a affirmé que ce mouvement n'était qu'un groupe terroriste sans programme politique, mais la communauté internationale n'a pas voulu le reconnaître.

Nous remercions le Secrétaire général d'avoir salué les efforts que le Gouvernement ougandais déployait pour faire face à la situation humanitaire catastrophique causée par la prétendue Armée de résistance du Seigneur, comme en témoignent le rapport consacré aux deux réunions que notre ministre des affaires étrangères a tenues avec des membres du Conseil de sécurité et la création du Comité mixte de suivi chargé de remédier à la situation humanitaire dans le nord de l'Ouganda. Le Gouvernement ougandais est pleinement résolu à appliquer le mécanisme mis en place par le Comité mixte. Il est totalement convaincu que ce mécanisme peut régler la situation humanitaire et les questions de réconciliation, de relèvement et de réintégration et que, par conséquent, il n'est pas nécessaire de nommer un envoyé spécial chargé de résoudre les problèmes nationaux que connaît le nord de l'Ouganda. En fait, la situation sur le terrain a considérablement évolué. Les personnes déplacées qui étaient entassées dans des camps sont orientées vers de petites unités pour garantir l'efficacité des services et, grâce à l'amélioration des conditions de sécurité, nombreux sont ceux qui rentrent dans leur village. Le Gouvernement a donné à chaque famille 30 feuilles de tôle pour construire des maisons, ainsi que des graines et d'autres intrants agricoles pour faire pousser de la nourriture. La LRA ayant été défaite en Ouganda, ses membres restants ont trouvé refuge dans le parc national Garamba en République démocratique du Congo. Le Gouvernement a approuvé le principe de la nomination d'un envoyé – dont le mandat reste à déterminer – chargé de coordonner les aspects régionaux de la menace posée par la LRA. Nous tenons donc à réitérer notre position, à savoir que l'envoyé, s'il est nommé, devrait coordonner les efforts régionaux visant à arrêter et à désarmer les combattants de la LRA, notamment les dirigeants inculpés.



En ce qui concerne la question de la création d'un groupe d'experts qui aurait pour tâche de déterminer les sources des fonds et des armes de la LRA, nous continuons de penser qu'il n'est pas nécessaire d'établir un tel groupe car ces sources sont bien connues. Par ailleurs, il faut savoir quelles sont les vraies priorités. Nul n'ignore que les rebelles se trouvent dans le parc national Garamba, en République démocratique du Congo. Ils ont affiché leur existence à la communauté internationale, et le grand public en Ouganda a du mal à comprendre pourquoi l'ONU ne les arrête pas. Nous estimons que tout devrait être fait pour arrêter ces personnes, d'autant que nous savons bien où elles se trouvent, au lieu de perdre du temps en nommant un groupe d'experts chargé de déterminer les prétendues sources des armes détenues par la LRA. Nous continuons de penser que la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo et la Mission des Nations Unies au Soudan devraient avoir de solides mandats pour pouvoir désarmer ces rebelles notoires. Et si les autorités en République démocratique du Congo et au Soudan n'arrêtaient pas et ne désarmaient pas les rebelles? Les forces de l'ONU resteraient-elles alors les bras croisés? L'ONU n'autoriserait pas l'Ouganda à aller en République démocratique du Congo pour affronter les rebelles. Nous avons donc suggéré que le Conseil de sécurité autorise un autre pays disposé à le faire, comme cela a été le cas avec l'opération française dans l'est de la République démocratique du Congo. Cela non plus ne s'est pas fait.

Il semblerait que c'est aux gouvernements de la région qu'ait été confiée la tâche de faire face à la LRA. Nous considérons que l'ONU devrait être un réel partenaire et non pas un simple observateur. À l'heure actuelle, la LRA passe des vacances dans le parc national Garamba et s'emploie à recruter et à se regrouper, une situation totalement inacceptable. Le Conseil de sécurité, dont la principale responsabilité est de maintenir la paix et la sécurité internationales, doit jouer un rôle de premier plan en faisant arrêter ces criminels.

Enfin, nous tenons à appeler l'attention sur certains aspects erronés du rapport. Il est incorrect de dire que les deux parties au conflit ont commis de graves atteintes aux droits de l'homme et des violations persistantes du droit international humanitaire. Nul n'ignore que c'est la LRA qui s'est livrée à de telles pratiques. La population n'a eu à souffrir d'aucune destruction causée par les forces du Gouvernement ougandais. Tous les cas d'abus isolés ont donné lieu à une réaction ferme. Les coupables sont punis et, dans certains cas, ils ont été fusillés par un peloton d'exécution.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Francis K. Butagira